

# Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Bill Clinton, Président des Etats-Unis notamment sur la situation en Yougoslavie, la paix au Proche-Orient et la question de contrôle des armes en Irak, Paris le 17 juin 1999

LE PRESIDENT - Mesdames, messieurs,

Nous avons tenu à réserver, naturellement, le soleil pour le passage du Président CLINTON, à qui je souhaite la plus cordiale des bienvenues à l'occasion de cette nouvelle rencontre cette année, dans le cadre de contacts qui sont fréquents et agréables, toujours, qu'ils soient téléphoniques ou qu'ils soient amicaux comme celui d'aujourd'hui.

Je suis heureux que le Président et Madame CLINTON aient pu distraire un moment pour passer par Paris, à l'occasion du voyage du Président à Cologne pour le G7-G8.

Hier soir, nous avons dîné de façon très sympathique. Je ne dirai pas que nous avons énormément travaillé, pour dire la réalité, mais, en revanche, nous avons passé un moment que j'ai pour ma part beaucoup apprécié.

Alors, un peu hier soir et beaucoup ce matin, nous avons d'abord tiré les leçons de la crise au Kosovo et constaté que notre victoire au Kosovo ne sera complète que lorsque tous les réfugiés auront regagné leur foyer et lorsque toutes les communautés vivant au Kosovo pourront vivre en sécurité, notamment grâce à la vigilance de la force militaire de sécurité qui est en train de se déployer dans cette région.

Nous avons également évoqué un certain nombre d'autres problèmes : l'Europe de la défense, en particulier, au regard des événements qui se sont produits dans les Balkans, mais aussi à la suite des positions prises au Sommet de Washington. La relance du processus de paix au Moyen-Orient, telle que nous la souhaitons, à la suite de la formation prochaine du nouveau gouvernement de l'État d'Israël et du rôle, notamment, que l'Europe et la France pourraient jouer, de l'aide que nous pourrions apporter aux efforts globaux engagés pour relancer de façon efficace le processus de paix.

Nous avons également examiné les différents problèmes à l'ordre du jour du Sommet de Cologne : l'initiative très importante que nous prenons, à la veille du prochain siècle, dans le domaine des dettes des pays pauvres, le renforcement et l'adaptation du système financier international, la dimension sociale de la mondialisation, à laquelle, vous le savez, je suis pour ma part très attaché, et les conséquences qu'il faut en tirer.

J'ai également proposé au Président CLINTON que le Sommet du G8 examine la possibilité de prendre une initiative dans un domaine qui préoccupe beaucoup, notamment, les Européens en ce moment et qui est celui de la sécurité de l'alimentation. Nos peuples sont de plus en plus inquiets, préoccupés, et je voudrais proposer la création d'un Haut Conseil scientifique mondial pour la sécurité de l'alimentation. Je ne rentrerai pas ici dans le détail, puisque j'ai saisi les Chefs d'Etat et de gouvernement du G8 et que j'aurai l'occasion de développer cette proposition à Cologne. Mais mon souhait est qu'elle soit mise à l'étude par les Chefs d'Etat et de gouvernement du G8 et que nous voyions si nous pouvons trouver là une solution qui serait de

nature à mieux garantir la santé des Européens et de tous les habitants du monde, bien entendu. Et, avant de donner la parole au Président CLINTON, je voudrais lui dire, en terminant, combien je me réjouis de la qualité des relations franco-américaines. Nous avons parfois, chacun le sait, cela va de soi, des divergences de vues, mais nous savons, et depuis longtemps, les aborder et les résoudre dans un climat d'amitié entre partenaires qui se respectent. Et c'est probablement une réalité fondée sur une très longue, séculaire amitié entre nos deux peuples et nos deux pays. Bill, la parole est à vous.

LE PRESIDENT CLINTON - Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Je serai très bref, le Président CHIRAC a bien résumé la teneur de nos discussions d'aujourd'hui. J'aimerais encore une fois remercier le Président, publiquement, du merveilleux dîner que Madame CHIRAC et le Président nous ont offert à moi et Hillary, hier. Nous avons passé un moment très très agréable. Nous n'avons pas beaucoup travaillé, nous avons discuté surtout d'archéologie et des espèces en danger d'extinction de par le monde.

Permettez-moi de vous dire quelque chose à propos du Kosovo. A partir d'aujourd'hui, 26 000 soldats serbes ont quitté le Kosovo, 15 000 soldats de la KFOR s'y sont installés.

Les réfugiés regagnent leur foyer, quelquefois plus rapidement qu'il ne serait souhaitable du point de vue de la sécurité à cause des mines dont le déminage est difficile, mais ils veulent regagner leur foyer. C'est véritablement émouvant pour moi de voir le peuple du Kosovo acclamer nos soldats et de voir aussi les soldats mettre à jour des preuves, faits auxquels nous nous sommes opposés, des charniers laissés derrière eux par les Serbes ou les piles de documents arrachés aux réfugiés afin d'effacer leur identité.

Je voudrais rendre un hommage singulier au Président CHIRAC pour son leadership et sa fermeté au cours de cette crise. C'est l'opération la plus longue engagée par l'OTAN dans ces cinquante années. Dix neuf pays représentaient des centaines de millions de personnes, de citoyens vivant des situations intérieures très différentes, mais nous sommes restés soudés, nous continuerons à être soudés et nous allons continuer cette mission jusqu'à sa conclusion. Le Président français a dit très fermement qu'une fois que nous avons commencé, il fallait achever cette mission, la faire bien et que nous ferions tout ce qui est nécessaire pour y arriver.

Je suis très reconnaissant au Président CHIRAC de l'excellente relation que nous avons, des relations entre nos deux pays et de la solidarité que nous avons exprimée vis-à-vis de l'OTAN. Maintenant, il faut achever notre travail, il faut aider les Kosovars à restaurer leurs maisons, leurs conditions fondamentales de vie, les institutions de la société civile qui sont nécessaires pour qu'ils puissent exercer leur autonomie. Il faut aussi aider l'ensemble de la région. Nous nous sommes engagés au Sommet de l'OTAN et je sais que ce sera entériné par le G7-G8 et que l'Union européenne a déjà articulé un plan qui vise à construire un avenir plus démocratique pour l'ensemble de la région. Nous nous engageons tous dans ce projet car nous ne voulons pas que les Balkans et l'Europe du Sud-Est soient encore déchirés à l'avenir par des haines raciales et ethniques. Il faut leur donner un meilleur devenir et nous nous y engageons.

Nous avons aussi discuté d'un grand nombre de sujets mais je crois que le mieux maintenant serait de vous demander de poser des questions. Je dois dire que j'ai été très ému, très touché par ce que nous avons dit à propos du processus de paix au Proche-Orient. Il y a beaucoup d'espoirs en ce moment et nous savons qu'il faut donner au Premier ministre élu la possibilité de former son gouvernement pour qu'il puisse commencer à travailler mais il y a des perspectives d'une coalition assez élargie, cela donne de l'espoir.

La France, l'Europe, les Etats-Unis espèrent tous que nous puissions jouer un rôle constructif dans ce que nous espérons être la prochaine étape constructive.

QUESTION - Président CLINTON, quelles sont les dernières nouvelles sur les Russes. On dit qu'ils pourraient être tombés d'accord sur une structure de commandement de l'OTAN mais ils parlent toujours d'un secteur. Qu'en dites-vous ?

LE PRESIDENT CLINTON ¿ Je peux vous dire que, juste avant mon entretien avec le Président CHIRAC, on m'a informé que le Ministre COHEN se réunit avec son homologue russe SERGUEIEV. Vous avez su que Madame ALBRIGHT est partie hier à Helsinki pour rencontrer son homologue le ministre IVANOV. Le climat est très positif. Il reste encore à définir les

nomologue le ministre IVANOV. Le climat est très positif, il donne raison à de l'espoir. Le Président CHIRAC et moi en avons parlé pendant longtemps. Nous voulons que les Russes soient engagés dans cette mission de manière globale, nous trouvons que cela est très important. Néanmoins, nous estimons qu'il est très important de garder la clarté du commandement sous la KFOR et selon les termes de la résolution de l'ONU. Je crois que nous allons travailler encore sur cela. Nous allons aboutir à une bonne solution. Je n'ai pas beaucoup de détails à vous donner parce que le travail se poursuit toujours. Je sais qu'il y a deux ou trois options qui sont maintenant examinées, toutes ces options seraient acceptables pour nous et pour nos partenaires, y compris la France. Donc nous poursuivons nos efforts pour l'instant.

QUESTION - Pour la reconstruction de la Yougoslavie, tenez-vous compte du fait que la Hongrie a des frontières avec des pays de l'OTAN et a aussi des frontières communes avec la Yougoslavie. Elle voudrait participer à cette reconstruction ? D'autre part, la France envisage-t-elle de mettre sa force diplomatique pour que cette stabilisation du Kosovo soit étendue à toute la région, notamment par un système d'accords qui mentionnent le sort des minorités et de la minorité hongroise en Voïvodine en particulier ?

LE PRESIDENT - La certitude de la France c'est que, le plus rapidement possible, doit être organisé dans cette région un système qui soit démocratique. C'est en implantant la démocratie que l'on créera les conditions de la tolérance et c'est la tolérance qui permettra à des communautés qui se sont longtemps affrontées de vivre ensemble paisiblement. Cela prendra du temps. Il y a naturellement un objectif. Cet objectif, c'est la possibilité, la vocation de ces pays à entrer dans l'Union européenne et l'intérêt qu'ils ont à le faire. Donc, la perspective pour la France c'est naturellement de faire le maximum pour aider, dans l'état actuel, l'ensemble de ces pays à surmonter leurs difficultés mais c'est surtout de tout faire pour les convaincre que, leur avenir étant dans l'Union européenne, ceci suppose la paix chez eux et que cette paix ne peut être trouvée que grâce au développement, à l'approfondissement de la démocratie.

LE PRESIDENT CLINTON ? Vous m'avez posé une question, à savoir si la Hongrie pourrait constituer le centre de tous les efforts de reconstruction. Comme vous le savez, le Président hongrois était à Washington en visite d'Etat récemment, visite couronnée de succès. J'ai aussi appelé votre Premier ministre afin de le remercier de la solidarité qu'il a exprimée envers l'OTAN pendant cette période difficile pour la Hongrie.

Tous les deux ont dit que la Hongrie voulait jouer un rôle important dans la reconstruction du Kosovo et de toute la région des Balkans. Ils ont manifesté l'intérêt de devenir le centre de cet effort de reconstruction. Cette décision, pour le moins, est une décision qui doit être prise par l'ensemble des Alliés. Pas seulement par les Etats-Unis, étant donné surtout le rôle que va jouer l'Union européenne dans les efforts de reconstruction. Mais étant donné le fait qu'il y a un grand nombre de Hongrois en Voïvodine, et en Serbie aussi d'ailleurs, il faut que les Hongrois soient impliqués.

QUESTION ? Maintenant que le conflit est terminé, est-ce que vous et le Président CHIRAC croyez que MILOSEVIC doit répondre à l'inculpation pour crimes contre l'humanité ? Monsieur le Président CHIRAC, êtes-vous d'accord avec le Président CLINTON, à savoir qu'il ne devrait pas y avoir d'aide à la reconstruction de Belgrade tant que MILOSEVIC reste au pouvoir ?

LE PRESIDENT - Les grandes démocraties, en particulier, la Communauté internationale, en général, ont pour règle de n'apporter d'aide au développement à un pays que si celui-ci correspond aux critères démocratiques qui sont habituellement retenus. Et nombreux sont les pays sur la planète, enfin, malheureusement encore, plusieurs pays font l'objet d'embargo, ne bénéficient pas d'aide parce qu'ils ne sont pas des régimes démocratiques. C'est la raison pour laquelle, pour ma part, je partage tout à fait le sentiment du Président CLINTON, c'est-à-dire qu'il ne peut pas être apporté d'aide au développement économique à un régime qui n'est pas démocratique, et dont le chef actuel, de surcroît, est inculpé de crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international.

Alors, une chose est l'aide au développement, bien entendu, une autre chose est l'aide humanitaire. Ce que nous voulons sanctionner, c'est un régime qui n'applique pas les règles de la démocratie, ce ne sont pas, bien entendu, des Serbes, malheureux et victimes. Donc, l'aide

humanitaire : oui, l'aide au développement, l'aide économique : non, tant que les critères de démocratie ne seront pas respectés.

LE PRESIDENT CLINTON ¿ Permettez-moi d'ajouter que, d'abord, je suis entièrement d'accord avec ce que vient de dire le Président CHIRAC sur le volet humanitaire. L'aide humanitaire devrait être accessible à tous les peuples de la région, y compris les Serbes et la Serbie. Maintenant, en ce qui concerne le développement, je me rallie aux paroles du Président CHIRAC.

Et quoi que je soutienne entièrement la décision du procureur du TPI, Mme Arbour, je trouve qu'il est important de ne pas tromper les gens à propos de ce qui peut se passer par la suite. La responsabilité la plus importante des Alliés de l'OTAN c'est de faire rentrer en toute sécurité les réfugiés au Kosovo, de leur donner la possibilité d'autonomie, de les aider à la reconstruction, à travailler dans toute la région. Selon les règles que nous avons acceptées, si chacun de nous avait juridiction sur MILOSEVIC, nous le livrerions au Tribunal, ou quelqu'un d'autre qui aurait été inculpé aussi, enfin comme nous l'avons fait en Bosnie, si vous vous en souvenez. Mais s'il est en Serbie, il ne peut pas être extradé. Mais quelque fois cela prend du temps. Et il faudra attendre pour voir comment tout cela se développe.

Etant donné les preuves présentées par Mme ARBOUR, les preuves que nous connaissons, je crois qu'elle a pris une bonne décision. C'est quelque chose de très important, mais je ne crois pas que les Alliés de l'OTAN puissent envahir Belgrade afin de lui notifier l'acte d'inculpation. Peut-être, un jour, il y aura un jugement mais il faut que nous nous concentrons sur les obligations humanitaires que nous avons, afin de permettre aux Kosovars de rentrer chez eux, et que nous continuions à enquêter sur les autres crimes commis au Kosovo.

QUESTION ¿ Monsieur le Président, quelles sont les mesures que prendra votre Administration afin de raviver le processus de paix au Proche-Orient ? Je sais à quel point vous êtes décidé à faire encore une percée avant la fin de votre deuxième mandat¿

LE PRESIDENT ¿ Comme vous le savez, j'ai passé beaucoup de temps au cours de ces six années et demi sur ce dossier. L'initiative la plus importante que j'ai prise pour relancer ce processus, c'était les neuf jours à Wye Plantation, l'année dernière. Ce que je crois qu'il faut faire maintenant, c'est que, une fois que le nouveau gouvernement israélien sera installé, et d'après ce qu'on voit dans la presse, ce nouveau gouvernement aura une constitution très élargie, sera une coalition très élargie, à partir de ce moment là, il y aura une démarche bien décidée pour trouver la voie du processus de paix. Les Etats-Unis continueront d'aider, comme nous l'avons fait au cours de ces six années et demi et comme nous l'avons toujours fait, de trouver les incitations économiques et autres pour favoriser une bonne solution de ce processus. Et j'espère que les parties elles-mêmes vont relancer le processus. Nous donnerons notre appui, et j'espère que le Président CHIRAC et l'Union européenne feront de même.

LE PRESIDENT ¿ Je voudrais ajouter que l'Europe, aujourd'hui unanime comme elle l'a montré encore récemment à Berlin, et la France naturellement, compte tenu des liens traditionnels qu'elle a avec un certain nombre de pays de cette région, je dirai avec tous les pays de cette région, sont tout à fait déterminées dans ce contexte nouveau à apporter leur soutien maximum aux efforts faits par les intéressés, bien sûr, et, cela va de soi, par les Etats-Unis.

QUESTION ¿ Monsieur le Président, vous espérez que les Serbes vont retirer les quatorze mille derniers soldats, et vous croyez que MILOSEVIC va tenir ses engagements ?

LE PRESIDENT CLINTON ¿ La réponse est courte : oui et non. Oui, j'espère qu'ils vont respecter les dates butoirs, à moins qu'il y ait des raisons pratiques pour ne pas le faire. C'est intéressant, lorsque les militaires serbes sont tombés d'accord, même les Kosovars ont dit qu'ils espéraient qu'ils tiennent leurs engagements£ que si les militaires serbes avaient donné leur parole, ils allaient les tenir. Je crois que cela donne un certain espoir permettant de voir que quelque chose allait se passer.

Comme vous le savez, le Général JACKSON, notre commandant au Kosovo, a déjà donné l'autorisation de prolonger d'un jour ce retrait. Donc, si le Général JACKSON accepte un changement de calendrier dû à facteur que je ne connais pas, par exemple, moi, je n'y ferai pas

opposition. J'ai confiance en lui et il respecte le calendrier. Maintenant, si j'espère que MILOSEVIC va tenir ses engagements, non, je ne l'espère pas, C'est seulement grâce à l'impact de notre campagne militaire, lorsque nous avons des forces qui rentrent sur le terrain. Par le passé, lorsqu'il y a eu des ententes avec M. MILOSEVIC, par exemple les Accords de Dayton à propos de la Bosnie, ils ont été honorés, mais les faits étaient que nous avions des soldats au sol, sur le terrain. Je crois que c'est cela qui va renforcer les engagements de certaines personnes, c'est la présence des militaires.

QUESTION ¿ Monsieur le Président, est-ce que le désaccord reste profond avec les Etats-Unis sur la sortie de la crise avec l'Irak ? Est-ce que vous acceptez le principe des propositions françaises concernant l'Irak, à savoir une suspension de cent jours de l'embargo à l'encontre de l'Irak ?

LE PRESIDENT CLINTON ¿ Comme vous le savez, il y a une différence à ce sujet. Je crois que la différence est de savoir ce qui sera le plus efficace. Les Etats-Unis appuient les efforts britanniques et néerlandais au sein du Conseil de sécurité car nous estimons que, sans un mécanisme vigoureux de contrôle, Saddam HUSSEIN va essayer de reconstruire son arsenal d'armes de destruction massive, surtout dans le domaine des armes chimiques et biologiques, et, peut-être aussi développer une technologie de missiles. Le Président CHIRAC va répondre lui-même pour ce qui le concerne, mais je crois qu'il estime que la résolution anglo-néerlandaise, si elle est approuvée, adoptée, ne serait pas acceptée par Saddam HUSSEIN et que donc on se trouverait toujours dans l'impasse. Donc, il y a une différence d'avis en la matière et nous avons décidé d'en reparler au sein du G8 et d'arriver à une conclusion. Ce n'est pas une question facile et je respecte les efforts des Français, les efforts faits par le Président.

Je peux vous dire quelle est mon inquiétude générale. Il ne s'agit pas tellement de Saddam HUSSEIN lui-même. Ce que je crois, c'est que, dans dix ans, celui qui sera à ma place comme Président des Etats-Unis, celui qui sera à la place du Président CHIRAC, comme Président de la France, et vous tous qui serez ici, à poser des questions, vous aurez une préoccupation majeure, à savoir la liquidation des armes chimiques et biologiques de haute technologie, miniaturisées, qui tomberaient dans les mains de terroristes et de membres du crime organisé qui auraient des rapports incontrôlés avec ces pays irresponsables qui leur donneraient accès à ces armes. Je crois que cela sera un problème majeur dans les deux premières décennies du siècle prochain, et nous devons faire tout ce que nous pouvons pour minimiser ce problème.

Je crois que j'ai bien expliqué quelle est la différence pratique entre nos deux positions. Le Président CHIRAC, maintenant, va répondre¿

LE PRESIDENT ¿ J'ai bien entendu les mêmes inquiétudes que le Président CLINTON. Mais je crois que le plus important serait, aujourd'hui, de trouver les moyens de rétablir un contrôle sur les armements de l'Irak, un contrôle international. Et pour ce faire, il faut, à tout le moins, réexaminer les conditions de l'embargo, ce qui est nécessaire de toute façon, me semble-t-il, pour des raisons qui tiennent à la dégradation forte du niveau de vie et des conditions de vie du peuple irakien qui est la victime de cette situation. Alors, nous reparlerons de la synthèse entre ces différentes préoccupations. Je dirai simplement : ne mettons pas en cause la solidarité et l'union du Conseil de sécurité si nous ne sommes pas sûrs d'arriver à un résultat. Or, dans l'état actuel des choses, je crains, comme le disait tout à l'heure le Président CLINTON, qu'en toute hypothèse l'Irak refuse la résolution qui est actuellement en voie de confection. Et donc, ce serait un geste un peu inutile qui n'aurait pas de résultat concret mais qui risquerait de mettre à l'épreuve la solidarité du Conseil de sécurité, et vous savez combien la France est attachée à la fois à l'ONU en général, et au Conseil de sécurité en particulier. Je vous remercie.